

Le pouvoir aux travailleurs

14 Mai 2022

N° 284

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière



« Proletaires de tous les pays, unissez-vous ! »

Éditorial

SE PRÉPARER AUX LUTTES D'AUJOURD'HUI ET DE DEMAIN

Page 3- 5

4^{ème} PONT : NON AUX
RENVOIS !
OUI A L'AUGMENTATION
DES SALAIRES !

Page 6

COP 15 : RIEN QUE DE LA
COMÉDIE

Page 9

50^{ème} ANNIVERSAIRE DE
LA MORT DE NKRUMAH :
L'AFRIQUE UNIE SERA
SOCIALISTE

Page 13 - 14

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL :</u>	
- SE PRÉPARER AUX LUTTES D'AUJOURD'HUI ET DE DEMAIN !	3 - 5
- 4 ^{ème} PONT : NON AUX RENVOIS ! OUI A L'AUGMENTATION DES SALAIRES !	6
- GMA : SEULE UNE LUTTE D'ENSEMBLE PEUT FAIRE BOUGER LES CHOSES	6
- CIMAF : L'ESCLAVAGE REVIENT AU GALOP !	7
- CHANTIER AUTOROUTE TIÉBISSOU-BOUAKE LOT A : IL FAUDRA PLUS QUE ÇA POUR FAIRE PLIER LA DIRECTION.....	7 - 8
- COP 15 : RIEN QUE DE LA COMÉDIE	9
- COUPURE D'EAU À MICAO : LES AUTORITÉS NE TRAITENT PAS LES HABITANTS DES QUARTIERS PAUVRES COMME DES HUMAINS !.....	9 - 10
- L'INCURIE DE L'ÉTAT FACE AUX BESOINS DES ÉCOLES PUBLIQUES	10
- TRAFIC DE FAUX MÉDICAMENTS : QUAND LE GOUVERNEMENT FAIT MINE DE S'EN PRÉOCCUPER	11
- ABOBO : LE CALVAIRE DES USAGERS DE LA ROUTE	11 - 12
- 50 ^{ème} ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE NKRUMAH : L'AFRIQUE UNIE SERA SOCIALISTE.....	13 - 14

SE PRÉPARER AUX LUTTES D'AUJOURD'HUI ET DE DEMAIN !

Il faut peut-être remonter aux premières heures de la colonisation pour voir un rapport de forces aussi écrasant, entre d'un côté un patronat arrogant, fort du soutien des gouvernements qui se succèdent à la tête de l'État et de l'autre, des travailleurs mis littéralement aux pas, soumis à des cadences de travail qui ne cessent de s'aggraver et des salaires de misère qui ne bougent pas alors que les prix flambent ! Des travailleurs meurent au travail, d'autres n'ont pas les moyens de se soigner. Ce sont des conditions de travail qui rappellent de plus en plus le temps de l'esclavage ! C'est ce que vivent aujourd'hui la plupart des travailleurs dans ce pays.

Les travailleurs n'attendent évidemment pas sagement que les capitalistes viennent leur tondre la tête, loin de là. Vissés à leur poste de travail, ils réfléchissent et cherchent, chacun de son côté, des solutions pour amoindrir ce carcan qui les tue à petit feu. Cependant, pour la majorité écrasante d'entre eux il n'existe pas de solution individuelle, pas plus qu'il n'existe de miracle. La solution ne peut être que collective et passera nécessairement par de grandes luttes contre cette classe exploiteuse, contre ces riches qui les pressurent ! Les plus anciens savent d'expérience qu'aucun secours ne viendra non plus des hauts dignitaires placés à la tête des syndicats car ceux-là sont dans le camp des capitalistes et du gouvernement qui défend les intérêts de ces derniers.

Alors, il arrive qu'ici et là, des travailleurs se révoltent, souvent sans beaucoup d'organisation, plus ou moins spontanément et surtout sans grande conviction ni assez de détermination pour pouvoir inverser le rapport de forces en leur faveur.

La grève à l'usine de Sivop

Le mois passé, les travailleurs de Sivop ont spontanément refusé de se mettre en rang comme ils doivent le faire chaque jour avant de sortir de l'enceinte de l'usine. La direction les oblige en effet à se faire palper par les vigiles comme on le ferait avec des prisonniers pour vérifier qu'ils n'ont pas caché quelque chose sous leurs vêtements. Mais ce soir-là, les ouvriers ont refusé de s'y soumettre. Est-ce parce que le ciel était menaçant et que personne ne voulait être surpris par la pluie ? En tous cas, beaucoup avaient aussi en tête les conditions pénibles de travail. À l'intérieur de l'usine la chaleur est intense, il n'y pas de système de ventilation pour rafraîchir un peu l'atmosphère ; on travaille chaque jour avec la peur au ventre car on peut-être sanctionné ou renvoyé à la moindre faute. Tout cela pour une paie minable et sans bulletin de paye. La coupe était pleine et la réaction des travailleurs n'a pas été du goût de la direction !

Dès le lendemain, à la reprise, un travailleur a été indexé par la direction comme étant le responsable de cette révolte et a été empêché d'entrer dans l'usine. À sa

grande surprise, les travailleurs ont considéré que c'était là le renvoi de trop. Trois jours de grève vont suivre pour exiger la réintégration du camarade.

Dès l'entame de la grève, le patron a fait appel au syndicat, à la police, la gendarmerie, la BAE et à l'Inspection du travail, pour que tout ce monde-là dise aux travailleurs que leur grève est illégale. Ainsi, dans cette société capitaliste, exploiter les travailleurs comme des esclaves est tout à fait légal. Par contre, refuser cet esclavage, voilà un acte de rébellion, donc illégal !

Malgré la présence des forces de l'ordre, les grévistes ont tenu durant trois jours. Ils le paieront ensuite très chèrement par une centaine de renvois.

Le cas des travailleurs du bâtiment de l'entreprise Acc

Dans cette entreprise, le patron paye 750 Fr de l'heure alors que le barème officiel est 1000 Fr. Ainsi les travailleurs se font voler 250 Fr sur chaque heure travaillée, soit 2000 Fr chaque jour !

Tout dernièrement, des travailleurs d'un des chantiers ont fini par porter la réclamation au patron puis ont fait grève durant deux jours. Au troisième jour, le patron a fait venir les forces de l'ordre à l'entrée du chantier. Ces hommes armés avaient une liste de six ouvriers indésirables qui étaient les porte-paroles des grévistes et qu'il fallait empêcher de pénétrer dans le chantier. Ainsi, le patron s'est servi des forces de l'ordre pour renvoyer sans ménagement ces ouvriers qui avaient entre un et trois ans d'ancienneté.

Ces travailleurs subissent depuis longtemps les abus de leur patron. Celui-ci croyait peut-être qu'il pouvait éternellement voler les travailleurs sans qu'ils réagissent énergiquement et collectivement. Mais ils ont fini par décider qu'il était temps de montrer au patron qu'ils n'acceptent plus de se faire plumer.

Des leçons à tirer pour les luttes futures

Des luttes de ce genre ne sont pas si rares. Le plus souvent, elles éclatent de façon spontanée, sans grande préparation ni organisation ; des travailleurs sont ensuite renvoyés et quelque fois jetés en prison. Ceux qui viendront ensuite les remplacer subiront la même exploitation, sinon pire. C'est de cette façon que la grande bourgeoisie tire ses énormes profits.

Pour faire fonctionner son système d'exploitation la bourgeoisie a besoin de l'aide des chefaillons, des nervis, de l'appareil d'État avec sa police, son armée et sa justice, mais aussi des Inspecteurs du travail et même des dirigeants syndicaux et des

politiciens qu'elle peut utiliser pour tromper les exploités et dévoyer leurs luttes vers des impasses.

Lorsque des grèves éclatent, il peut arriver que le capitaliste ou le gouvernement à son service recule face à la détermination des travailleurs en lutte. Mais pour leur céder quoi ? Ici, la restitution de l'argent volé aux travailleurs ; là, le paiement des heures supplémentaires ; ailleurs, une déclaration à la Cnps ou un avancement de catégorie voire une augmentation de salaire. Mais c'est loin de mettre les capitalistes sur la paille car cela ne représente qu'une miette à côté de ce qu'ils volent quotidiennement aux travailleurs.

Dans tous les cas, rien n'est jamais donné aux travailleurs ! Seul le rapport de force oblige ou pas le patronat à céder aux revendications. Mais assez rapidement, ce qui a été gagné de haute lutte par les travailleurs est récupéré d'une façon ou d'une autre par la classe capitaliste. La victoire des travailleurs est avant tout dans le moral et dans l'expérience chèrement acquise durant leurs luttes. Il s'agit par exemple de la question de l'organisation, de la mise en place de « *comités* », des liens et des réseaux à tisser, etc.

S'organiser pour combattre le capitalisme

Il n'est nulle part écrit que la classe ouvrière doit rester ad-vitam esclave de la classe capitaliste parasite. La société regorge de moyens, de connaissances et de richesses pouvant permettre la satisfaction des besoins de tous, mais seule une toute petite minorité profite de ces richesses pendant que l'écrasante majorité croupit dans la misère. Une telle société mérite d'être condamnée et remplacée !

Tôt ou tard, les travailleurs finiront par trouver le chemin de leur libération. Des petites luttes comme chez Sivop, ou Acc, si elles se généralisent, peuvent tels des petits ruisseaux, former un grand fleuve et entraîner toute la classe ouvrière dans la lutte. Le temps de la révolte générale sonnera nécessairement et la bourgeoisie aveuglée par sa rapacité, finira par creuser sa propre tombe.

Dans cette lutte contre les capitalistes, les travailleurs devront alors faire montre de génie d'organisation, d'unité et de clairvoyance. Ils auront surtout besoin d'avoir une politique de classe qui, telle une boussole, leur permettra de déceler les faux amis et identifier ses ennemis. Sans cela la classe ouvrière ne peut pas vaincre la bourgeoisie et bâtir une nouvelle société débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

4^{ème} PONT : NON AUX RENVOIS ! OUI A L'AUGMENTATION DES SALAIRES !

Les travailleurs de la construction du 4^{ème} pont traversant la lagune de Yopougon à Attécoubé (Boribana) se sont mis en grève de façon spontanée le 20 avril. C'était en réponse au renvoi de leurs représentants.

Depuis quelques temps, ces travailleurs dénoncent les bas salaires et les conditions déplorables de sécurité. Sur ce chantier, le salaire journalier est de 4000 F. Les travailleurs réclament 6000 F. Ils demandent aussi de meilleures conditions de travail pour diminuer le risque d'accidents de travail car ils sont monnaie courante ; il y a même eu mort d'hommes sur ce chantier.

La direction se sentant en position de force, a licencié les meneurs, croyant que cela allait casser le mouvement. Mal lui en a pris, c'est l'effet contraire qui s'est produit car les travailleurs ont répondu par une grève immédiate.

Pour l'instant, la direction feint d'avoir compris ce langage. Elle a appelé les représentants des travailleurs à la négociation. Il est clair que sans un certain rapport de force, les travailleurs n'auront pas gain de cause. Les propriétaires des entreprises de constructions ne pensent qu'à leurs profits et sont prêts à sacrifier la vie des travailleurs. Seule la lutte des travailleurs peut les faire reculer.

GMA : SEULE UNE LUTTE D'ENSEMBLE PEUT FAIRE BOUGER LES CHOSES

Les travailleurs des Grands Moulins d'Abidjan, entreprise située au port d'Abidjan, étaient à deux doigts d'entrer en grève le 27 avril dernier. Ils réclament entre autres une augmentation des salaires, la revalorisation de leur indemnité de logement pour tenir compte de la hausse du coût des loyers qui est en progression constante. Ils réclament aussi une prime de transport de nuit, la dotation d'un service de santé de nuit, etc.

Depuis plusieurs mois la direction fait la sourde oreille lorsque les travailleurs lui demandent ne serait-ce qu'une négociation

sur ces sujets. Excédés par cette attitude méprisante, les ouvriers ont décidé de passer à la grève.

La direction voyant que la menace était sérieuse, s'est résolue à recevoir les travailleurs. À part des bla-bla, pas grand-chose n'en sortira.

Les travailleurs des entreprises environnantes, dont ceux du port, ont les mêmes problèmes de salaire et de fins de mois difficiles. Ensemble, ils constituent une force autrement plus menaçante pour les capitalistes et plus à même de peser sur le rapport de force que lors d'une lutte isolée.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

CIMAF : L'ESCLAVAGE REVIENT AU GALOP !

CIMAF est une cimenterie située à la zone industrielle de Yopougon. En cette période de boom du secteur du bâtiment et des travaux publics, ses affaires sont très florissantes. Elle emploie de nombreux travailleurs dont des journaliers de sociétés de sous-traitance comme RMO et SNS. Parmi ces journaliers, les machinistes qui sont aux chargements des camions, subissent un vol éhonté. Non seulement le travailleur doit payer des dessous-de-table allant jusqu'à 30.000 F pour obtenir un contrat de six mois mais en plus, sous prétexte qu'ils sont en apprentissage, la

direction les fait travailler sans un franc de salaire durant une période allant jusqu'à un mois. C'est une pratique digne de la mafia !

De plus les ouvriers travaillent dans des conditions déplorables. En guise de protection, ils n'ont que de simples cache-nez. La fine poussière de ciment dans laquelle ils sont toute la journée, les expose à des maladies graves, mais le patron n'en a cure ... jusqu'au jour où l'ensemble de ceux qu'il vole et exploite sans vergogne arrêteront de travailler et lui demanderont des comptes !

CHANTIER AUTOROUTE TIÉBISSOU-BOUAKE LOT A : IL FAUDRA PLUS QUE ÇA POUR FAIRE PLIER LA DIRECTION

La société CNCTPC est une entreprise chinoise qui opère dans le secteur du BTP. C'est elle qui a le contrat du prolongement de l'autoroute du nord, à partir de Tiébissou jusqu'à Bouaké. Mais depuis le début des travaux, il y a deux ans, les travailleurs se sont mis plusieurs fois en grèves pour dénoncer les mauvaises conditions de travail. C'est le cas de la dernière grève du jeudi 12 mai 2022.

C'est depuis le 25 avril 2022, que les travailleurs de ce lot A ont commencé la grève en demandant à la direction de payer leur « *droit de rupture de contrat* ». Plusieurs d'entre eux ont été licenciés et la direction leur a dit qu'elle n'a pas de « *droit* » à leur verser.

Alors, ils ont arrêté le travail pour réclamer ensemble leur « *droit de fin*

contrat ». Au deuxième jour de grève, les 480 travailleurs étaient toujours soudés, mobilisés et déterminés à poursuivre leur lutte. C'est devant cette détermination que la direction a dû reculer et accepter, de payer ces droits le 10 mai.

Les travailleurs ont repris le travail en attendant cette la date du 10 mai. Mais le jour venu, la direction leur versa des miettes allant de 3000 F à 80.000 F, en précisant que c'était le « *droit des congés* » et les « *gratifications* » de samedi et dimanche n'ayant pas été pris en compte.

La colère des travailleurs monta d'un autre cran. Le 12, ils bloquèrent tous les travaux et dans l'après-midi, une nouvelle rencontre fut organisée par le préfet de la région en présence de l'inspection et de la direction de l'entreprise ainsi que des contrôleurs de l'AGEROUTE.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

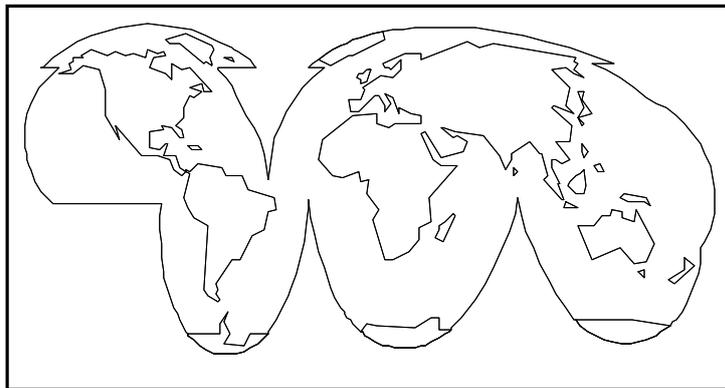
Pour avoir du poids dans ce face-à-face, les travailleurs ont sonné la mobilisation de tous. Ainsi, la rencontre s'est tenue dans le hall de la préfecture où plus de 150 travailleurs étaient présents.

Avec cette pression, les travailleurs ont mis sur la table leurs revendications telles que : la déclaration à la CNPS, le contrat en CDI pour tous ceux qui ont plus d'une année de présence, un nouveau calcul des droits payés, le non licenciement des travailleurs jusqu'à la fin du projet en décembre prochain, l'élection

de délégués du personnel, etc. Mais rien n'est encore gagné car la direction de l'entreprise n'a pas encore approuvé ces revendications.

La poursuite de la mobilisation est donc nécessaire, voire même son élargissement aux autres chantiers pour augmenter leur force et contraindre leurs exploités à lâcher sur les revendications. Autrement, la direction de l'entreprise fera tout pour rouler les travailleurs dans la farine.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

COP 15 : RIEN QUE DE LA COMÉDIE

La COP 15, la quinzième « *conférence des parties de la convention des Nations Unis sur la lutte contre la désertification* » se tient en ce moment à Abidjan du 9 au 20 mai 2022. Le thème retenu cette année est : « *Restauration des sols arides et des forêts dégradées pour une agriculture du futur* ». Neuf chefs d'États africains, de hauts responsables d'organisations panafricaines, des PDG de grandes entreprises privées, des représentants issus de 197 pays participent à cette rencontre.

Voici encore une occasion pour ces gens de se pavaner dans des hôtels luxueux pour brasser de l'air et pondre des discours pompeux, histoire de montrer qu'ils sont préoccupés par le climat et la dégradation des milieux naturels. Dans cette affaire, il y a surtout à boire et à manger. Rien que l'organisation de cette rencontre a coûté quatre milliards et demi de francs Cfa.

Rien de bon ne sortira de cette énième COP. C'est comme qui dirait : « *le chien aboie, la caravane passe* ».

Aujourd'hui, nous sommes à la 15^{ème} COP, ce qui veut qu'il y en a déjà eu 14, et il y aura certainement d'autres, mais la situation n'a fait qu'empirer.

Selon les rapports, la dégradation des terres affecte 60% du territoire ivoirien et près de 100% de la partie Nord du pays. On a parlé aussi de la disparition du couvert forestier.

Ce sont là des vrais problèmes alarmants, mais tant que les grandes firmes capitalistes auront des profits à tirer dans le cacao, le caoutchouc, huile de palme, bois précieux, etc., ce ne sont pas des chefs d'État complètement à leur botte qui changeront quoi que ce soit.

Les ravages du couvert forestier, l'agriculture intensive, la surexploitation des terres, l'utilisation abusive des pesticides, la pollution des eaux et bien d'autres fléaux sont liés au système capitaliste. C'est pourquoi parler de restaurer la nature sans combattre le capitalisme, c'est bavarder pour ne rien dire.

COUPURE D'EAU À MICAÛ : LES AUTORITÉS NE TRAITENT PAS LES HABITANTS DES QUARTIERS PAUVRES COMME DES HUMAINS !

Depuis plus de trois mois, l'eau ne coule plus à Micaou, un quartier ouvrier jouxtant la zone industrielle de Yopougon. Cette situation révoltante perdure et ne semble pas trouver de solution.

Voici le témoignage d'un travailleur habitant ce quartier.

« Cela fait pratiquement 3 mois jour pour jour que nous sommes sans eau. C'est vraiment pitoyable. Nous sommes obligés d'acheter de l'eau dans des bidons de 25 litres à 200f où 250f avec des chauffeurs de taxi-moto (tricycle). Nous dépensons en moyenne 1500f par jour,

L E U R S O C I E T E

soit 45 000 F par mois, rien que pour l'achat d'eau potable. Et ça c'est pour les petites familles. Cela équivaut à la moitié du salaire pour beaucoup d'entre nous. Comment alors faire face aux autres dépenses avec tous les prix qui flambent.

Ceux qui n'ont pas les moyens d'y faire face, sont obligés de parcourir une grande distance pour acheter le bidon d'eau à 100f et le transporter sur une brouette (quand il y en a) sinon c'est sur la tête. Nous nous lavons une seule fois par jour pour économiser l'eau. Nous sommes obligés très souvent d'acheter de la nourriture dehors car il n'y a pas d'eau pour la cuisine et la vaisselle. Pour aller au besoin, on est obligé de le faire dans des sachets noirs et ensuite les jeter dans les poubelles parce qu'il n'y a pas d'eau pour les toilettes.

Notre souhait est qu'il pleuve tous les jours pour que nous puissions avoir de l'eau de pluie pour la lessive.

Lorsque nous nous rendons à la Sodeci, on nous dit que cela est dû à une panne technique et que cela sera réglé bientôt. Mais on attend toujours. Cette situation est d'autant plus révoltante que l'usine de traitement d'eau potable ainsi que plusieurs stations de pompage se trouvent juste à côté. Cela ne peut pas durer indéfiniment ! L'idée d'un soulèvement de tout le quartier pour se faire entendre suit son petit chemin. C'est certainement cela que les autorités attendent pour solutionner le problème. »

L'INCURIE DE L'ÉTAT FACE AUX BESOINS DES ÉCOLES PUBLIQUES

Les COGES sont les Comités de Gestion des Établissements Scolaires, aussi bien dans le primaire que le secondaire. Ils regroupent enseignants, parents d'élèves, communautés et autres personnes qui tournent autour de l'école. A l'origine, ils ont été créés pour gérer les écoles publiques. Sauf qu'après, cet organe a commencé à demander des « cotisations exceptionnelles » aux parents d'élèves pour suppléer à l'incurie de l'État. Mais ces cotisations dites exceptionnelles ont fini par excéder les parents d'élèves quand elles sont devenues de plus en plus fréquentes alors que les gouvernements qui se succèdent n'arrêtent pas de chanter que l'école publique est gratuite dans ce pays.

En décembre 2020, le gouvernement adoptait un décret interdisant aux COGES de lever des cotisations exceptionnelles. À charge pour l'État et les Collectivités territoriales de donner le complément budgétaire nécessaire au financement des activités du COGES.

Sauf que dans certains secteurs, ce n'est qu'en avril 2022 que les COGES ont reçu la première tranche de la subvention de l'État alors que l'école a débuté en septembre 2021. Quant aux versements venant des collectivités territoriales, toujours rien !

Comme toujours, quand il est question de faire des choses utiles en direction des populations pauvres, l'État parle plus qu'il n'agit !

L E U R S O C I E T E

TRAFIC DE FAUX MÉDICAMENTS : QUAND LE GOUVERNEMENT FAIT MINE DE S'EN PRÉOCCUPER

Suite à la découverte d'une fabrique clandestine, le Service Régional de la Police Judiciaire a saisi le 10 mai, 1,3 tonne de faux médicaments.

Si des médicaments de contrebandes se propagent un peu partout c'est parce qu'il existe une clientèle nombreuse qui les achète, en l'occurrence des travailleurs qui ne peuvent pas faire autrement à cause des prix élevés des médicaments non trafiqués. C'est le manque de moyen qui pousse les populations pauvres à se soigner dans les rues. Or la misère ne fait que s'aggraver de jour en jour à cause du chômage, des bas salaires et de la flambée des prix.

Le trafic de faux médicaments est une affaire juteuse qui a encore un bel avenir puisqu'il rapporterait plus d'argent que celui de la drogue. Le gouvernement peut toujours se vanter d'avoir mis la main sur quelques trafiquants. Cela ne doit pas masquer le fait que la politique qu'il mène ne fait qu'enrichir la minorité exploiteuse au détriment des travailleurs et des couches populaires. Ce faisant, il est objectivement complice de tous ceux qui profitent de la misère pour se faire de l'argent.

COUPURE RÉCURRENTE D'ÉLECTRICITÉ : QUAND LE GOUVERNEMENT RACONTE DES HISTOIRES !

Le porte-parole du gouvernement s'est prononcé récemment sur les coupures récurrentes de courant sans vraiment convaincre. Il prétend que la Côte d'Ivoire est auto suffisante en électricité et que les récentes coupures seraient dues à la connexion au réseau électrique d'une centrale flottante que le pays vient d'acquérir.

C'est une blague ! Les coupures de courant ne datent pas d'hier et ce sont les quartiers pauvres qui en sont les principales victimes. Le gouvernement n'ignore pas ce fait et c'est délibérément que la CIE fait des délestages de courant dans les quartiers populaires pour ne pas déranger les habitants des quartiers riches.

ABOBO : LE CALVAIRE DES USAGERS DE LA ROUTE

La circulation sur la voie express d'Abobo aux heures de pointe est devenue un vrai chemin de croix pour les usagers. Le démarrage des travaux de construction de l'échangeur du carrefour MACACI le mardi

10 mai 2022 vient en rajouter aux travaux déjà entamés sur la même voie au rond-point de la mairie et sur les rues secondaires.

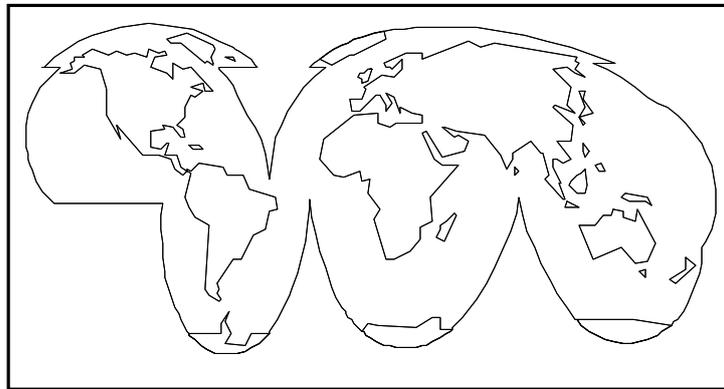
L E U R S O C I E T E

Au niveau de MACACI, aucune voie de déviation n'a été prévue. Les 3 voies ont été réduites en une seule. Le 1^{er} jour des travaux, il y avait un embouteillage monstre qui partait du rond-point de la gendarmerie à Adjamé. Pour faire ce tronçon long de 5 km, il fallait entre 3 et 4 heures. Des passagers de véhicules de transport en commun ont préféré descendre pour faire le trajet à pied ou simplement rebrousser chemin et rentrer

chez eux. Les transporteurs en ont aussi profité pour faire grimper le prix du transport à 500 F, au lieu des 200 F habituels.

Jusqu'à la fin des travaux, les populations d'Abobo et d'Anyama vivront ce calvaire aux heures de pointe ... à moins que ces populations ne forcent le gouvernement à trouver une solution palliative !

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

50^{ème} ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE NKRUMAH :
L'AFRIQUE UNIE SERA SOCIALISTE

À l'occasion du 50^{ème} anniversaire de la mort de Kwame Nkrumah, de nombreux médias ont publié des documents sur la vie et les idées de cet homme considéré comme le père du panafricanisme.

Au lendemain des indépendances des pays africains, deux tendances s'affrontaient. Il y avait le groupe de Casablanca dont faisait partie Nkrumah qui était pour la fédération des États africains afin de palier les faiblesses des micro-États issus du découpage colonial. En face il y avait le groupe de Monrovia (le Nigéria et les pays francophones), qui ne voulait pas en entendre parler de fédération. Il estimait que chaque président devait gérer son pays. C'est cette position qui l'emporta à la naissance de l'OUA, le 25 mai 1963 à Addis-Abeba.

Qui était Kwame Nkrumah ?

Il est né en 1909 dans une famille modeste, dans un village du sud-ouest de l'ancien Gold Coast devenu Ghana après l'indépendance. En 1935, après son premier cycle d'études, il se rendit aux États-Unis pour continuer ses études. C'est là-bas qu'il découvrit les idées socialistes, mais aussi des militants noirs tels que Marcus Garvey et W.E.B. Du Bois. La pensée pan-négriste et panafricaniste de ces derniers alimenta sa propre prise de conscience et le transforma en un nationaliste africain.

Parallèlement à ses études, il se lança dans le militantisme, rejoignant l'association des étudiants africains des États-Unis et du Canada dont il deviendra le

président. Son militantisme le conduisit ensuite en Angleterre où il s'imposa très vite comme un des hommes-clés du mouvement panafricain. À ce titre, il organisa le 5^{ème} congrès panafricain qui se tint à Manchester en 1945.

Une fois rentré au pays en 1947, Nkrumah se lança dans la lutte pour la décolonisation de Gold Coast. Il fut arrêté et jeté en prison pour agitation politique. Cela n'a fait que le rendre encore plus populaire dans son pays au moment où l'aspiration à la liberté et à l'indépendance se propageait de plus en plus. Il crée son parti le CPP (Convention People's Party) qui prendra les rênes du pouvoir lors de la proclamation de l'indépendance le 6 mars 1957.

Il proclama sa volonté de continuer d'œuvrer pour une Afrique réunifiée et fit une unification symbolique avec la Guinée de Sékou Touré, pays avec lequel le Ghana n'avait aucune frontière commune. Sékou Touré le nomma comme coprésident honorifique de la Guinée mais leur idylle n'alla pas plus loin.

Les limites du panafricanisme à la sauce Nkrumah

C'est cette posture de militant pour l'union des États africains (panafricanisme) qui auréole encore aujourd'hui Kwame Nkrumah. Cette idée de créer un ensemble plus vaste qui permettrait au continent africain de mieux se défendre contre le pillage impérialiste et de développer son économie, continue d'avoir un écho

favorable dans une partie de l'intelligentsia africaine.

Ceux qui se réclament des idéaux de Nkrumah fustigent très souvent le rendez-vous manqué d'Addis-Abeba en 1963, où les tenants de la thèse fédéraliste n'ont pas obtenu la majorité lors de la création de l'OUA. Pour eux, nombre de maux qui minent l'Afrique découleraient de là. C'est pour le moins naïf.

Certes, une Afrique constituée d'États fédérés aurait plus de poids qu'un État-croupion et permettrait de réaliser plus de choses qu'un État pris individuellement. Mais croire que la création des États-Unis d'Afrique aurait dépendu du simple vote des chefs d'États africains, c'est plus que de la naïveté. Nulle part il n'est question de la nécessité de l'intervention des masses africaines sur l'arène politique.

Nombres de gouvernements mis en place dans les anciennes colonies, n'étaient qu'une continuité en couleur locale de l'administration coloniale et leurs dirigeants continuaient à prendre leurs instructions directement auprès de l'ancienne métropole coloniale. Ces dernières avaient encore trop besoin des ressources de leurs ex-colonies pour risquer d'en perdre le contrôle, cela reste encore vrai aujourd'hui. C'est l'une des raisons pour laquelle les anciennes puissances coloniales ont émietté le continent en petit morceaux plus malléable à l'heure des indépendances.

L'unité africaine n'aurait été possible qu'au prix de luttes acharnées des peuples opprimés contre l'impérialisme et contre ses valets locaux. Mais ni Nkrumah, ni les

autres leaders politiques africains ne l'ont réellement souhaité et tenté. Pendant la période de décolonisation, il y a eu des luttes, y compris armées, ainsi que des organisations politiques combattantes mais elles sont restées strictement dans le cadre nationaliste étriqué.

50 ans après la mort de Nkrumah le panafricanisme fait toujours rêver dans un petit milieu de la petite bourgeoisie intellectuelle ou des artistes africains. Mais cela ressemble plus à de l'incantation qu'à une véritable envie d'agir politiquement et concrètement au sein des masses opprimés et exploitées.

Les révolutionnaires communistes sont les seuls à vouloir réellement un monde sans frontières et à s'en donner les moyens politiques en militants au sein de la classe ouvrière sans distinction de nationalité, de couleur de peau ou de religion. Ils luttent contre les idées nationalistes qui veulent perpétuer les barrières artificielles entre les exploités. Ils vont au-delà du panafricanisme incantatoire des bourgeois car ils veulent non seulement abolir les frontières entre les peuples mais abolir aussi le capitalisme qui les a créés pour ses propres besoins.

L'appel lancé par Karl Marx en 1848 : « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* » est d'une actualité brûlante encore aujourd'hui, en Europe, en Afrique et ailleurs au moment où la crise économique et la flambée des prix aggravent les conditions d'existence de la majorité pauvre des populations et où les idées racistes, ethnistes, communautaristes et nationalistes sèment leur poison.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.